

## DOCUMENT 4. L'ÉTHIOPIE : UN « TIGRE AFRICAIN » ?

L'Éthiopie, qui agonisait dans la famine au milieu des années 1980, occupe régulièrement les premières places du classement mondial de la croissance économique. Selon le FMI, entre 2004 et 2016, la croissance moyenne annuelle de l'Éthiopie s'est élevée à 10,5 %. C'est mieux que la Chine sur cette période et, en Afrique, seul l'Angola, porté par le boom pétrolier, a fait mieux. L'économie éthiopienne semble avoir résisté à la sécheresse, à la chute des cours des matières premières, à l'instabilité régionale dans la Corne de l'Afrique, et même aux tensions internes qui agitent le pays depuis 2015. Depuis 2005, le taux de pauvreté a été réduit de moitié (de 45 à 22 %), de même que le taux de mortalité infantile, tandis que le nombre d'enfants scolarisés a été multiplié par quatre. L'IDH éthiopien est celui qui a connu la plus forte croissance du continent, selon le PNUD (+55 % entre 2000 et 2014).

### Une stratégie de développement inspirée des tigres asiatiques

Qualifié de « tigre africain », le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique derrière le Nigeria, suit une voie originale qui semble inspirée du modèle est-asiatique : volontarisme public et planification quinquennale, investissement dans les infrastructures, association public-privé, ouverture contrôlée aux capitaux étrangers et stratégie de promotion des exportations, développement de l'agriculture. L'objectif affiché est d'installer l'Éthiopie dans les « pays à revenu intermédiaire » d'ici à 2025, et de porter à cette même échéance la part du secteur industriel à 20 % du PIB et à 50 % des exportations. L'Éthiopie entend pour cela tirer parti de différents atouts – sa situation géographique (porte d'entrée du marché commun d'Afrique orientale et australe, carrefour entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie), institutionnelle (préférences commerciales de l'Union européenne et des États-Unis) et économique (main-d'œuvre abondante, payée moins de 1 000 \$ par an, 6 à 10 fois moins chère qu'en Chine) – particulièrement favorables pour capter une part importante des relocalisations en cours, dans le secteur textile notamment.

Depuis 2010, la pierre angulaire de cette stratégie est la création de « parcs industriels intégrés » qui doivent faciliter l'implantation des firmes étrangères. Ces parcs doivent fonctionner comme des clusters. L'État identifie les secteurs porteurs, finance les infrastructures nécessaires, avec parfois l'appui de capitaux étrangers, crée un environnement réglementaire et fiscal favorable (guichet unique, visas longue durée, franchises fiscales, etc.). Le développement repose alors sur le secteur privé qui apporte capitaux et technologies. Le parc d'Hawassa, spécialisé dans le textile et l'habillement, est emblématique de cette stratégie. Inauguré en 2016, il a été entièrement construit et financé par l'entreprise publique chinoise China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC). La construction d'une autoroute vers la capitale Addis-Abeba, située à 275 km, le prolongement de la ligne ferroviaire Addis-Abeba-Djibouti et la réhabilitation de l'aéroport local doivent connecter ce parc au marché mondial.

Sur le même modèle, des parcs agro-industriels intégrés ont été développés. Des centres ruraux de transformation rassemblent les matières premières dans un rayon de 100 km autour du parc. Ils offrent des entrepôts et des stocks d'intrants, servent de centres de tri, de traitement et de classification, et proposent même des services de microfinancement et d'information sur les tendances du marché.

### Un « tigre de papier »

Le pays a connu quelques succès encourageants. Une filière nouvelle de production de roses s'est ainsi construite en quelques années, avec l'appui d'entreprises néerlandaises, au point d'installer l'Éthiopie au rang de deuxième exportateur mondial. Zara, Calvin Klein ou encore H&M ont délocalisé certaines de leurs usines de textile asiatiques en Éthiopie.

Pourtant, le pays peine à atteindre les objectifs fixés par le Plan. En 2016, l'industrie manufacturière plafonnait encore à 5 % du PIB, loin des 8 % qu'elle aurait dû atteindre selon le plan « *Growth and Transformation* » lancé en 2010. L'économie éthiopienne reste dominée par l'agriculture, qui représente près de 40 % du PIB, occupe 80 % de la population active et réalise 85 % des exportations du pays. Son économie est encore très vulnérable aux aléas climatiques, comme l'illustre la sécheresse qui affecte le pays depuis 2015. Aux plans macro-économique et social, l'Éthiopie reste très loin des performances des tigres asiatiques. Son PIB par habitant, 660 \$, est trois fois plus faible que celui du Vietnam, le plus pauvre des tigres asiatiques. Moins de 50 % de la population éthiopienne est alphabétisée, contre 90 % en Asie de l'Est. Son taux d'urbanisation, 17 %, est aussi très éloigné de celui des tigres asiatiques, compris entre 30 et 60 %. Finalement, son IDH (0,448 en 2018) la classe au 183<sup>e</sup> rang sur 197.

Le pays illustre désormais la fragilité du décollage économique du continent. Pôle de stabilité dans une Afrique de l'Est ravagée par les conflits, son équilibre politique reste incertain. La transition démocratique débutée en 1994 a débouché sur l'émergence d'un parti quasi unique, qui a remporté avec ses alliés 99 % des sièges aux élections de mai 2015. L'indice de liberté attribué par l'ONG américaine Freedom House ne dépasse pas 12/100 en 2018 et l'État est de plus en plus contesté par des groupes ethniques qui s'estiment exclus du pouvoir : Afars, Oromos et Somalis.

Les changements institutionnels sont également limités. Malgré l'ouverture relative de l'économie éthiopienne, qui s'est accélérée depuis 2002 avec un vaste programme de privatisations, celle-ci reste fermement contrôlée par un État dirigiste. Avec un score de 47,7, inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, le pays n'occupe que le 161<sup>e</sup> rang mondial selon le rapport *Doing Business 2018* (102<sup>e</sup> rang en 2008). Sa croissance économique, tirée par l'investissement public dans les grandes infrastructures, à l'image du gigantesque projet de « barrage de la Renaissance », sur le Nil Bleu, paraît de plus en plus déséquilibrée. Le déficit commercial du pays ne cesse de se creuser (près de 20 % du PIB en 2016). Avec un besoin de financement supérieur à 11 % du PIB en 2016, le « miracle éthiopien » s'est donc opéré à crédit, rendant le pays dépendant de ses créanciers étrangers, notamment chinois.

Si le projet éthiopien est sans aucun doute séduisant par son volontarisme et son ambition, dans un pays parmi les plus pauvres, et par l'originalité de sa voie, à l'écart de l'exploitation des ressources naturelles, il est probablement trop tôt pour le qualifier de « miracle ».

Source : Damien Heurtevent.